

## **PROCHAIN PLAN D'ACTION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES :**

### **TANT QUE LE MTQ INVESTIRA 82% DE SON BUDGET DANS LE RÉSEAU ROUTIER, QUÉBEC N'ATTEINDRA JAMAIS SES CIBLES DE RÉDUCTION DE GES, SELON TRANSIT**

Montréal, le 3 juin 2012 – Si TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, se réjouit des investissements à long terme dans les transports collectifs qui seront générés par le marché du carbone à partir de 2015 au Québec, l'Alliance est d'avis que le Québec n'atteindra jamais ses cibles de réduction de gaz à effet de serre (GES) si le ministère des Transports du Québec (MTQ) continue de dépenser 82% de son budget dans le réseau routier, alors que ce secteur est responsable de près de la moitié des émissions de GES de la province, et qu'il ne consacre que 18 % de ses fonds aux transports collectifs.

« Cette disproportion dans les dépenses de l'État illustre à quel point le gouvernement a encore beaucoup de chemin à faire pour être cohérent avec ses propres politiques et répondre à l'urgence de la situation », estime Florence Junca-Adenot, directrice du Forum Urba 2015 de l'UQAM. « La lutte aux changements climatiques, l'accumulation des chantiers routiers, le vieillissement des infrastructures de transports collectifs comme le métro et la saturation des réseaux nécessitent des solutions immédiates. Nous n'avons pas les moyens d'attendre en 2015. »

Selon TRANSIT, s'il veut être cohérent avec les politiques gouvernementales, le MTQ doit augmenter la part de ses investissements en transports collectifs à 30% au sein du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) dès cette année. L'Alliance, conjointement avec la Fédération des Chambres de commerce du Québec et l'Association pour la santé publique du Québec, considère également que le MTQ doit cesser les projets de prolongement, d'élargissement et de développement des autoroutes pour réinvestir les sommes dans la réfection du réseau actuel et le développement des transports collectifs.

En plus de l'arrêt des projets de développement autoroutier et d'une répartition plus équitable du FORT, TRANSIT recommande au gouvernement de quintupler progressivement les sommes du Fonds vert d'ici 2015, afin notamment de rejoindre la forte majoration, sur le prix à la tonne d'émissions, prévue avec la bourse du carbone.

« Les grandes villes du Québec, dont la métropole, misent sur les transports collectifs pour entreprendre un virage vers un aménagement durable et réduire leurs émissions de GES. Les citoyens réclament des alternatives à l'auto-solo pour se déplacer efficacement et faire leur part dans la lutte aux changements climatiques » explique Coralie Deny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal). « Si le gouvernement ne les aide pas rapidement dans leur démarche, qui va le faire ? »

TRANSIT estime par ailleurs que ces recommandations doivent faire partie intégrante de la prochaine politique québécoise de transports collectifs qui est attendue depuis plusieurs mois.

-30-

### **À propos de TRANSIT**

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Près de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : [www.transitquebec.org](http://www.transitquebec.org).

### **Renseignements :**

Coralie Deny  
514.572.2521